

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

VALENCE, le 20/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELMONICO DOREL Lapeyrouse-Mornay

4 RD 132 Rue de la Ravicole
26140 Andancette

Références : 20231213-RAP-DACA1106
Code AIOT : 0006100629

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2023 dans l'établissement DELMONICO DOREL Lapeyrouse-Mornay implanté BRULEFER 26210 Lapeyrouse-Mornay. L'inspection a été annoncée le 09/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELMONICO DOREL Lapeyrouse-Mornay
- BRULEFER 26210 Lapeyrouse-Mornay
- Code AIOT : 0006100629
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est située sur la commune de Lapeyrouse-Mornay. Elle est constituée de deux secteurs (est et ouest) séparés par un oléoduc de la société Trapil. L'exploitation est réalisée à sec. Les deux installations de traitement des matériaux présentes sur site sont des unités mobiles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la dernière inspection

- Situation administrative et dispositions préliminaires
- Pollution des eaux
- Déchets
- Remise en état
- Suivi de l'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 10.1	Lettre de suite	6 mois
6	Traçabilité des terres excavées et sédiments	Code de l'environnement , article R541-43-1-II	Lettre de suite	6 mois
9	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 10.4.2	Lettre de suite	6 mois
10	Bornage	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 6.2	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Données générales de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 10.	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.8	Sans objet
3	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 10.1	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.3	Sans objet
5	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 8.2	Sans objet
7	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 10.2	Sans objet
8	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 10.4.1	Sans objet
9	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 10.4.2	Sans objet
11	Modification	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités portent sur l'absence de réalisation d'une plateforme étanche pour le ravitaillement des engins ainsi que d'un piézomètre et la non transmission des informations liées aux apports de déchets inertes en remblais dans le registre national des déchets, terres excavées et

sédiments. L'observation concerne la mise à disposition d'un plan intégrant les bornes délimitant le périmètre de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Données générales de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 10.
Thème(s) : Situation administrative, Autorisation
Prescription contrôlée : [...] Exploitation de carrière de sables et graviers (renouvellement et extension) - rubrique 2510-1 (A) : Superficie totale sollicitée: 94 110 m ² Rythme maximum d'exploitation : 45 000 t/an Durée sollicitée : 30 ans Broyage, concassage, criblage, mélange de produits minéraux (matériaux de carrière) - rubrique 2515-1 (E) : Puissance installée: 550 kW Acquis par le bénéfice de l'antériorité : Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques - rubrique 2517-1 (E) : Superficie totale : 20 000 m ² [...]
Constats : Les déclarations sur le logiciel de déclaration des émissions polluantes pour l'année 2022 sont les suivantes : - production : 44 300 tonnes, - remblais : 5 400 tonnes. L'exploitation est conforme à la prescription. Pour les rubriques 2515 et 2517, la prescription est également respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.8
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m et avec un repérage par rapport au cadastre, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Le plan d'exploitation a été remis à jour en janvier 2023. Il est établi à une échelle adaptée à

l'exploitation. Toutes les informations présentes sur la prescription sont bien présentes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sera réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'existe pas d'aire étanche pour le ravitaillement des engins. Il existe cependant une procédure affichée dans le local de vie consistant en la mise en place de feuilles absorbantes avant le ravitaillement des engins. Des kits d'intervention en cas de fuite sont présents.</p> <p>Les fûts et bidons sont bien placés sur des rétentions de dimension adaptée dans un local dédié.</p>
<p>Non-conformité n°1 :</p> <p>Il est attendu de l'exploitant qu'il réalise l'aire étanche prévue dans la prescription ainsi qu'à l'article 18.1-I de l'arrêté ministériel relatif à l'exploitation des carrières. Dans l'attente de sa réalisation, des rappels réguliers sont à faire sur la mise en œuvre de la procédure lors du ravitaillement des engins.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur d'extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 235 m, pour une épaisseur d'extraction maximale de 15 m et à 2 m au-dessus des plus hautes eaux de la nappe phréatique.</p>
<p>Constats :</p> <p>La côte de fond de fouille est bien respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage
Prescription contrôlée : Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition, ...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Le déchargement direct des camions en fond de fouille est interdit. Les matériaux seront bennés sur une plate-forme pour permettre un examen visuel et un tri des éléments indésirables, puis poussés par un boueur. Une benne de récupération des refus sera mise en place. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
Constats : Les matériaux sont bennés dans une zone de réception comportant une partie pour les déchets inertes non recyclés et une partie pour les déchets inertes recyclables. Les matériaux sont ensuite régaliés. Les matériaux font l'objet d'un suivi sur informatique avec la date, le numéro de bon, les caractéristiques, la provenance, la quantité et l'immatriculation du véhicule. Un plan de localisation des déchets inertes extérieurs permet de localiser les déchets inertes utilisés en remblais.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité des terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/12/2023, article R541-43-1-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Actions nationales 2023, TEX – Transmission au RNDTS
Prescription contrôlée : II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la

défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.
La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.
La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.
La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.
Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.
Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.
Constats : La transmission sur le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) n'a pas encore été mise en place.
Non-conformité n°2 : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place la transmission sur le registre national des déchets, terres excavées et sédiments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : L'utilisation d'eaux pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie (par exemple lorsque la température et les qualités de ces eaux le permettent : recyclage, etc...). Les prélèvements dans le milieu naturel sont autorisés pour les nécessités de l'exploitation (arrosage,...) pour un débit maximal de 10 m3/heure et une durée de prélèvement limitée à 1 heure par jour. Les limitations ne s'appliquent pas au réseau incendie. Les prélèvements seront réalisés dans le piézomètre PZ1 (amont) implanté sur le site, conformément à l'annexe 18, muni d'un dispositif totalisateur agréé le relevé sera effectué hebdomadairement et les résultats seront inscrits sur un registre. [...]
Constats : Il n'y a pas de prélèvement d'eau sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 10.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux
Prescription contrôlée : Une analyse de la qualité des eaux souterraines sera effectuée une fois par an en amont et en aval hydraulique du site, par un laboratoire indépendant et agréé. Les contrôles porteront sur les paramètres suivants - température - pH - turbidité - conductivité - hydrocarbures totaux Ils seront réalisés sur le piézomètre amont et sur l'un ou l'autre des deux piézomètres aval selon le secteur exploité. [...]
Constats : Les analyses sont réalisées à une fréquence annuelle dans les deux piézomètres situés en amont et en aval du site. Les paramètres analysés respectent la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 10.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau piézométrique
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux piézométriques sera effectué tous les deux mois pendant les campagnes d'exploitation, dans les trois piézomètres implantés sur le site, localisés sur le plan en annexe 18. [...]
Constats : Le contrôle des deux piézomètres existants situés en amont et en aval du site est fait à fréquence mensuelle. Les valeurs sont consignées dans un tableau de suivi informatique.
Non-conformité n°3 : Il est demandé à l'exploitant de réaliser le troisième piézomètre situé à l'aval hydraulique de la zone actuellement exploitée et d'inclure ce nouveau piézomètre dans le programme de surveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 6.2
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : -1) des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation 2) le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : La localisation des bornes n'apparaît pas sur les plans présentés lors de l'inspection.
Observation n°1 : Il est demandé à l'exploitant de fournir un plan de bornage ou de rajouter les bornes sur le plan d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Modification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 16
Thème(s) : Situation administrative, Modification de la remise en état
Prescription contrôlée : Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Dans le cadre de l'implantation de Valorsol sur la parcelle avoisinante, il sera prévu des mesures de création et de restauration d'habitats pour différentes espèces sur la zone de la carrière en cours de remise en état. Lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation de Valorsol aura été établi, il est rappelé la nécessité pour l'exploitant de réaliser un porter à connaissance modifiant les conditions de remise en état afin de prendre en compte ces mesures.
Type de suites proposées : Sans suite